

Christian Estrosi : « Apporter une offre politique nouvelle »

Il assure ne pas avoir changé. Mais le nouveau président de la Région, qui sera élu vendredi, se pose en rassembleur et veut répondre à la défiance des citoyens par « la parole tenue »

La mâchoire crispée du candidat sous pression maximale fait place au large et franc sourire du vainqueur. Nulle béatitude pour autant. On ne se refait pas, les effusions auront été de courte durée. Pas question pour Christian Estrosi de musarder en chemin. L'adrénaline n'est pas retombée. Pour un peu, on le croirait toujours en campagne. Depuis lundi, il s'active de plus belle avant son élection à la présidence de Paca, ce vendredi. Il le promet, le mandat qui va s'ouvrir sera celui de « la parole tenue », à travers un maximum d'engagements mis en œuvre dès 2016. Sa façon d'incarner la rénovation de la politique qu'il appelle de ses vœux, « sans être aux ordres d'un parti ».

Vous avez martelé ne pas avoir changé. Certains estiment malgré tout que cette âpre campagne vous a transformé...

Non. Je ne peux pas avoir le parcours politique qui est le mien et vous dire qu'elle m'a profondément changé. Mais toutes les expériences s'additionnent. Je reste ce que je pense être, à savoir quelqu'un qui essaie de tenir la parole donnée, quelqu'un d'équilibré entre fermeté républicaine sur un certain nombre de principes et ouverture vers plus de justice sociale. Si une chose m'a changé, moi qui ai toujours été à l'opposé des extrêmes, c'est de mesurer dans cette campagne à quel point nous avons une formation qui a dans ses gènes l'obscurantisme et le sectarisme en héritage, où tous les coups sont permis pour tromper les citoyens.

Comment envisagez-vous donc la relation avec les élus du FN ?

Je me suis engagé dans ce combat, un des plus difficiles, par conviction et non par intérêt. La politique ne m'a jamais enrichi. Avec la réforme territoriale, les régions vont avoir tous les leviers économiques pour la croissance et l'emploi.

Je ne voulais pas que s'abatte le pire sur ma ville, mon département, ma région. Cela aura été une rude bataille, je l'ai menée au bout du bout de mon énergie, avec tout l'amour que je porte à cette terre, face à la famille de la haine. Ceci étant, j'ai une majorité absolue, j'ai le devoir de faire baisser la courbe du chômage et celle de la fiscalité, comme je m'y suis engagé.



Christian Estrosi, sourire retrouvé depuis dimanche soir.

(Photo Franz Chavaroche)

Dans le même temps, j'associerai tous les citoyens à mes décisions par le biais d'une conférence territoriale qui réunira l'ensemble des formations politiques.

« Les trains arriveront à l'heure »

Comment fonctionnera-t-elle ? Sera-t-elle plus qu'un gadget ?

Tous les partis y seront présents à la proportionnelle pour donner un droit d'expression à chacun. Elle devrait se composer de 80 à 120 personnes, nous sommes en train de l'ajuster. Sur les grands sujets, tout le monde sera ainsi associé au débat et pourra faire des propositions que nous étudierons. Cette conférence sera présidée par un conseil des sages formé des anciens présidents, MM. Pezet, Gaudin et Vauzelle.

Vos premières décisions ?

Un calendrier très structuré va être établi. La toute première décision sera la mise en place de cette conférence territoriale. Dès vendredi, je m'adresserai aussi au personnel pour lui dire qu'il n'y aura bien sûr aucune chasse aux sorcières et rassurer

ceux à qui on a pu raconter n'importe quoi. Et dès lundi, je recevrai Guillaume Pepy, le président de la SNCF, pour remettre en cause les conditions de la convention la liant à la Région.

Dans un an, quelles mesures concrètes auront déjà été prises en faveur des habitants de Paca ?

Les trains arriveront à l'heure, seront plus fréquents et la sécurité y sera garantie jour et nuit. Un abonnement unique permettra d'utiliser tous les transports, de passer du train au bus et du bus au tram. Nous prendrons en charge une partie des mutuelles étudiantes, une carte de transport à 1 euro par mois sera instaurée pour les jeunes. Les financements seront recentrés sur des politiques de filières, il y aura un guichet unique pour les entreprises. Dès le budget 2016, j'opérerai enfin la première baisse de la fiscalité.

Les portiques dans les gares ?

Ils seront installés sur l'ensemble de l'année. Je souhaite qu'à la fin du premier semestre 2016, nous ayons déjà couvert 50 % des gares de la région.

Vous ne dévoilerez pas avant janvier le nom de votre successeur en mairie de Nice.

Mais quel devra être son profil ?

Je ne répondrai pas sur ce sujet jusqu'à la veille du conseil municipal qui devra en décider en temps et en heure. J'ai un délai de trente jours pour mettre ma situation en règle – il quittera aussi son siège de député, ndlr – et je m'en tiendrai à ce délai.

Vous resterez simple conseiller municipal ou vous occuperez un poste d'adjoint ?

J'occuperai la place qui me permettra d'être le plus utile pour la Ville, la Métropole et la Région. Et je resterai président de la Métropole, comme je l'ai toujours indiqué. Je vous rappelle d'ailleurs que c'est elle qui réalise aujourd'hui 80 % des investissements sur Nice.

La primaire de la droite, vous confirmez que vous y renoncez, comme vous l'aviez également annoncé en cas de victoire ?

Je ne me présenterai pas à la primaire. Aujourd'hui, ce n'est pas le sujet. Il faut réfléchir à un nouveau modèle politique pour répondre aux attentes de Français qui sont écœurés par les querelles politiciennes, un modèle qui fasse que la parole donnée soit fermement tenue.

Cette primaire doit-elle être

avancée, comme plusieurs voix le suggèrent aujourd'hui ?

J'ai fait le choix cette semaine de ne pas monter au bureau politique des Républicains pour ne pas mêler ma voix à toutes celles qui ne sont préoccupées que par cela. On ne peut pas avoir eu le résultat de dimanche dernier et ne pas l'entendre. Je ne veux pas me plonger dans cette foire d'empoigne politicienne que je n'aime pas beaucoup. Je dirai ce que je pense en janvier. Nous avons besoin d'une profonde remise en cause pour apporter une offre politique nouvelle aux Français. Je veux leur redonner confiance et je ne suis pas le seul. Je parle beaucoup avec des amis qui ne sont pas forcément tous à droite. Je m'exprimerai là-dessus le moment venu.

« Nous devons nous remettre en question »

L'UMP n'est-elle pas aujourd'hui au bout de son histoire ?

Je ne veux pas m'exprimer à ce sujet, je vous l'ai dit. Une chose est sûre : ceux auxquels ont été confiées les responsabilités ces vingt dernières années, à gauche comme à droite, ont clairement fauté. Le résultat de ces régionales nous interpelle sur notre modèle politique. Nous devons nous remettre en question pour proposer une politique de réformes profondes en faveur de la croissance et de l'emploi, une politique d'éducation aussi qui sensibilise à nos valeurs et n'oublie personne. Aujourd'hui, un vieux parti, une seule famille réussissent à ringardiser des hommes et femmes politiques qui bossent sept jours sur sept dix-huit heures par jour. Quand des gens qui se contentent de hurler « y'en a marre » font dix pour cent de plus que vous, vous vous dites qu'il y a un souci dans la relation avec les électeurs.

Vous avez semblé prendre vos distances avec Nicolas Sarkozy, à propos du ni-ni notamment...

Je n'ai pris de distances avec personne. Nicolas Sarkozy est mon ami et le restera toujours. Le ni-ni est un débat secondaire. Moi, je veux juste être celui qui combat le FN en étant efficace.

PROPOS RECUEILLIS PAR THIERRY PRUDHON